

La mise en œuvre des accords du Touquet

*rapport à monsieur le ministre
de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur
et de la recherche*

*à monsieur le ministre délégué
à l'enseignement supérieur
et à la recherche*

N° 2005-065

Juillet 2005

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE**

*Inspection générale de l'administration
de l'éducation nationale et de la recherche*

La mise en œuvre des accords du Touquet

JUILLET 2005

Françoise MALLET
*Inspectrice générale de l'administration
de l'éducation nationale et de la recherche*

SOMMAIRE

Résumé du rapport : les 11 recommandations principales.....	1
1. Introduction	3
1.1. Distinguer impact national et impact local.....	3
1.2. Maintenir le principe d'accords étendus	4
2. Recommandations concernant les actions	5
2.1. La formation croisée des maîtres du 1 ^{er} degré stagiaires.....	5
2.2. Les jumelages électroniques entre sections européennes et <i>language schools</i>	5
2.3. Les groupes d'experts binationaux et les autres formes de coopération de politique éducative	6
2.4. Les partenariats scolaires à l'école primaire.....	7
2.5. Les partenariats scolaires dans l'enseignement secondaire général et professionnel.....	7
2.6. La coopération de chefs d'établissement ou de cadres intermédiaires	9
2.7. La « coopération décentralisée »	10
2.8. Le réseau Transmanche	10
2.9. Autres activités.....	11
3. Recommandations concernant le pilotage et la gestion	11
3.1. En France.....	11
3.2. En Angleterre	12
3.3. Le comité de pilotage binational.....	13
Annexes.....	15
Traduction anglaise du rapport	27

Résumé du rapport : les 11 recommandations principales

1. **Maintenir le caractère global des Accords du Touquet**, qui reflète la richesse de la coopération entre les deux pays, mais simplifier leur structure en regroupant les actions de coopération en quatre sections.
2. **Poursuivre l'opération de « formation croisée » des professeurs des écoles stagiaires**, qui comporte d'immenses bénéfices pour les enseignants du premier degré et qui est à bien des égards exemplaire. Si possible étendre le bénéfice de périodes d'enseignement à l'étranger à des professeurs du second degré. (opérateurs : *TTA/IUFM* – 400 enseignants par pays).
3. **Augmenter le nombre des « jumelages électroniques » entre sections européennes et *language schools***, qui donnent toute satisfaction aux établissements, en étendant les jumelages à d'autres types de *specialist schools* (opérateurs : *SST/CIEP* – 80 établissements par pays).
4. **Poursuivre les « groupes d'experts » binationaux**, qui permettent une meilleure compréhension progressive du système éducatif du partenaire, et qui favorisent les autres opérations de coopération. Renouveler les thèmes tous les deux ans. Ex : carrières des enseignants ; ouverture internationale des établissements ; assurance qualité dans les universités. (opérateurs : *DFES/DESCO* - trois groupes).
5. **Poursuivre les « partenariats » dans les écoles primaires** selon les deux formules expérimentées (avec visioconférence et avec mobilité). En France, améliorer les procédures de financement des écoles. En Angleterre, améliorer le suivi des écoles engagées dans un partenariat. (opérateurs : *British Council/Daric* - 20 écoles par pays).
6. **Poursuivre et améliorer les partenariats scolaires dans le second degré**. En France, améliorer les procédures de financement des établissements. En Angleterre, améliorer le suivi pédagogique des établissements engagés dans un partenariat. (opérateurs : *British Council/Daric* – 20 établissements par pays).

7. **Revoir les partenariats dans l'enseignement professionnel.** Deux formules sont possibles : soit poursuivre l'organisation de stages dans le pays partenaire, en veillant à mieux assortir les lycées professionnels et les *further education colleges* concernés ; soit expérimenter une autre formule de partenariat, à vocation linguistique et culturelle, entre des lycées professionnels et des *specialist schools* à dominante technologique. (opérateurs : *British Council* et peut-être plus tard *SST/Daric* – 10 établissements par pays).
8. **Accorder une place plus importante à la formation des chefs d'établissement et des cadres intermédiaires** (opérateurs : *ESEN/NCSL*).
9. **Mettre en œuvre les dispositions de l'Accord relatives à la « coopération décentralisée ».** Seuls des accords de coopération régionaux, conclus entre rectorats et *LEAs*, seront susceptibles de donner un réel impact aux opérations de partenariat scolaire. Mettre en place un groupe de travail chargé de faire des propositions en ce sens.
10. **Repenser l'action Transmanche et plus généralement le contenu d'une action concernant l'enseignement supérieur**
11. **Améliorer le fonctionnement des instances de pilotage et de suivi des Accords :**
 - en France, clarifier les responsabilités financières de la DRIC, de la DESCO et de la DES ; identifier un budget pour l'international dans ces deux directions et leur confier l'ensemble des crédits à destination des « porteurs de projets » ;
 - confier au CIEP la gestion des partenariats scolaires pilotés par la DESCO ;
 - en Angleterre, améliorer l'action du British Council en matière de suivi des partenariats scolaires. Peut-être associer davantage le British Council de Paris à la mise en œuvre des Accords ;
 - désigner un chargé de mission dans chaque pays pour tenir à jour le tableau de bord d'ensemble des actions relevant des Accords du Touquet ;
 - redonner au comité de pilotage binational un rôle stratégique et décisionnel. La planification des actions et leur financement doit être décidée d'un commun accord au sein du comité de pilotage.

1. Introduction

Les Accords du Touquet ont été signés entre la France et l'Angleterre en février 2003. Anticipant sur la célébration du centenaire de l'Entente Cordiale, ils ont consacré et consolidé différentes actions de coopération éducative entre ces deux pays, pour la période 2003-2006.

Ces accords comprennent sept articles : « échanges et partenariats scolaires ; coopération dans l'enseignement professionnel et technologique ; réseaux dans l'enseignement supérieur ; formation des enseignants et développement de l'enseignement des langues vivantes ; échanges sur des thèmes d'intérêt commun relatifs aux politiques éducatives ; action concertée en faveur de la coopération décentralisée ; technologies de l'information et de la communication ».

Le comité de pilotage des Accords du Touquet a prévu qu'une évaluation serait conduite à l'approche du terme de la période 2003-2006, afin d'aider les deux pays à envisager la suite à donner à ces Accords au-delà de 2006 : prolongation, résiliation ou modification. C'est dans ce cadre que le présent travail a été conduit par Françoise Mallet, inspectrice générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche en France, et Yves Beernaert, expert belge pour le compte du ministère anglais. Le présent rapport, rédigé par Françoise Mallet, est également disponible en version anglaise. Concernant l'Angleterre, l'analyse a porté sur les éléments dont l'expert français a pu disposer. Les recommandations s'adressent pour l'essentiel aux deux pays.

Dans l'ensemble, les objectifs recherchés par les Accords du Touquet ont été atteints : les actions conduites dans ce cadre ont engendré un plus grand dynamisme dans la coopération et les échanges entre élèves, enseignants, chefs d'établissement, administrateurs et hauts responsables des deux pays. Tous ceux qui ont pu bénéficier directement des différentes mesures ont témoigné un grand enthousiasme.

1.1. Distinguer impact national et impact local

Certaines mesures ont pu réellement avoir un impact national. C'est le cas par exemple de la coopération entre les « décideurs » des deux ministères ou entre les organismes chargés de la formation initiale des professeurs (IUFM et *Teacher Training Agency*). D'autres mesures en faveur des partenariats scolaires ou de la mobilité individuelle ont un impact local et ne touchent qu'une infime partie de la cible potentielle. C'est le cas par exemple des partenariats mis en place dans le primaire, qui concernent 20 écoles primaires françaises sur les 53.000 écoles existantes.

Même si toutes les actions entreprises ont un effet positif, il faut **distinguer** plus nettement ce qui relève de la **coopération éducative entre deux gouvernements** et ce qui relève de **l'ouverture internationale des établissements scolaires**.

Les deux ministères doivent donc s'interroger sur ce qui doit être directement piloté par eux et sur ce qui gagnerait à être davantage organisé au niveau régional, avec leur aide. Les groupes d'experts binationaux ainsi que la formation croisée des professeurs stagiaires relèvent clairement de la coopération éducative entre les deux gouvernements et doivent continuer à faire l'objet d'un pilotage national. En revanche les partenariats scolaires, de l'école primaire au lycée professionnel, gagneraient à être organisés dans un cadre déconcentré, pour atteindre enfin un seuil critique. C'est ce que les Accords du Touquet appelaient la « coopération décentralisée », qui a très peu été mise en œuvre et qui nécessite une nouvelle impulsion.

1.2. Maintenir le principe d'accords étendus

La structure de l'Accord du Touquet est complexe. Celui-ci comprend sept actions principales, et les actions 1 et 5 se subdivisent à leur tour en plusieurs sous-actions de nature différente. Ces sous-actions sont mises en œuvre par des opérateurs distincts qui obéissent chacun à une logique particulière (en France : le Centre International d'Etudes Pédagogiques, la Conférence des Directeurs d'IUFM et l'Ecole Supérieure de l'Education nationale et en Angleterre : la *Teacher Training Agency*, le *Specialist Schools Trust* et le *British Council*).

Cette complexité a certainement nui à la lisibilité d'ensemble des Accords du Touquet et même à la clarté du suivi des actions et des financements.

Il est proposé de regrouper toutes les actions selon **quatre sections** pour plus de clarté :

- groupes d'experts binationaux ;
- formation des enseignants et des chefs d'établissement ;
- partenariats scolaires ;
- coopération décentralisée.

Mais cette complexité est aussi le reflet de la richesse des Accords du Touquet, dont la mission d'expertise ne recommande pas de simplifier le contenu. Toutes les actions méritent d'être reconduites, voire approfondies, à l'exception de l'Action 4 Transmanche qui doit être repensée. La mission trouve particulièrement intéressant le fait d'avoir voulu impliquer tous les échelons du système éducatif : décideurs d'administration centrale, recteurs, experts, enseignants, chefs d'établissement et élèves. C'est là une des originalités et une des forces de ces Accords. Avec aucun autre pays un accord aussi large n'a été signé, bien que de nombreux autres accords bilatéraux existent.

Cette coopération multidimensionnelle s'avèrera à terme un gage d'efficacité pour la mise en œuvre des objectifs poursuivis. Mais les deux pays doivent s'accorder sur la façon de maîtriser cette situation complexe, au niveau national d'abord, au niveau binational ensuite.

2. Recommandations concernant les actions

Elles sont présentées selon leur importance relative ou leur enracinement plutôt que dans l'ordre où elles figurent dans les Accords du Touquet.

2.1. La formation croisée des maîtres du 1^{er} degré stagiaires

Cette action existe depuis plusieurs années et n'a cessé de se développer et de se structurer à la satisfaction générale. D'abord circonscrite à la formation de quelques professeurs stagiaires dans quelques IUFM et quelques universités anglaises, cette opération originale concerne aujourd'hui tous les IUFM en France. **Les bénéfices de l'action sont considérables pour les 400 professeurs stagiaires concernés** dans chaque pays, non seulement sur le plan linguistique mais aussi sur celui plus général du développement des compétences professionnelles.

L'opération a conduit à écrire un **référentiel commun de compétences** des professeurs du premier degré. La validation du stage effectué à l'étranger, qui est prise en compte pour la titularisation des stagiaires, devrait même, dès l'an prochain, être effectuée par des formateurs-examineurs de l'autre pays. Tout ceci aurait été jugé impossible il y a encore quelques années, quand c'étaient surtout les différences entre les deux systèmes de titularisation qui sautaient aux yeux ! Il faut signaler le travail exemplaire des parties prenantes : en Angleterre le *Teacher Training Agency* et le *DfES*, en France les IUFM, l'Inspection générale et la Direction de l'enseignement supérieur.

On ne peut que recommander la poursuite de cette action et son **extension à des stagiaires plus nombreux**, ce qui nécessitera de nouveaux moyens financiers.

L'extension à des enseignants du second degré serait évidemment souhaitable. Les modalités pratiques doivent être étudiées avec soin car la formation des stagiaires du second degré ne comprend pas de périodes de stage comparables à celles du premier degré.

Une autre piste pour les enseignants du second degré est d'étudier la possibilité pour des enseignants (et pas seulement les professeurs de langues) de travailler quelques semaines dans l'autre pays.

2.2. Les jumelages électroniques entre sections européennes et *language schools*

Cette action existe depuis plusieurs années. Le jumelage est essentiellement électronique, et le coût de cette action est réduit, le financement de la mobilité des élèves n'étant pas prévu.

Le démarrage a été marqué par des succès comme par des abandons, mais aujourd'hui la situation est saine et **très fructueuse pour les quelque 80 établissements concernés**. La gestion des partenariats est assurée par le CIEP en France (avec l'aide de l'IGEN) et le *Specialist Schools Trust* en Angleterre. Il faut signaler la qualité du travail de suivi des établissements dans les deux pays.

Compte tenu de la demande en France, où les établissements avec sections européennes sont très nombreux, il est proposé d'**élargir les jumelages en Angleterre à d'autres types de *specialist schools*** que les *language schools*. Le *Specialist Schools Trust* partage cette opinion, et a du reste commencé dès cette année à jumeler quelques autres *specialist schools*.

2.3. Les groupes d'experts binationaux et les autres formes de coopération de politique éducative

Cette action est assez originale dans sa forme actuelle. Si des échanges d'experts et des visites de terrain existent depuis longtemps entre les deux pays, ce n'est que grâce aux Accords du Touquet que des groupes de travail binationaux ont pu être mis en place officiellement et travailler régulièrement. Les budgets associés à ces groupes d'experts ne sont d'ailleurs pas négligeables (de l'ordre de 60.000 € par an), car il faut financer des déplacements, des traducteurs, des publications... (voir l'excellente brochure « Regards croisés »).

L'impact de ces groupes est très important, même s'il est difficile à mesurer en chiffres et n'est capitalisé qu'au bout de plusieurs années. **Ce travail entraîne une meilleure compréhension progressive du système éducatif du pays partenaire** parmi les « décideurs » et les « praticiens ». Cet apprentissage des spécificités du système du partenaire (par exemple la gestion des établissements scolaires ou les carrières des enseignants) est indispensable pour une coopération réussie.

Les deux pays ont des préoccupations de politique éducative étonnamment proches, avec le souci partagé d'assurer à la fois une meilleure cohésion sociale grâce au système scolaire et une réelle qualité du service public en ce domaine. En outre, au-delà de la réalité des différences entre les deux systèmes, au-delà surtout des discours politiques qui tendent à les décrire comme plus différents qu'ils ne le sont en réalité, les visites sur le terrain, de même que le travail conjoint réalisé pour la formation des professeurs stagiaires ou les jumelages *Language Schools*-Sections Européennes, montrent à l'évidence qu'il y a de la place pour de réelles coopérations entre les deux systèmes.

Il est donc vivement recommandé de **poursuivre ces échanges d'experts** sur des sujets d'importance nationale, mais **sur des thèmes renouvelés**. Il semble que deux ans suffisent pour ce travail d'experts.

Parmi les thèmes suggérés pour les années à venir figurent : les carrières des enseignants, l'ouverture internationale des établissements scolaires, les bi-certifications, l'assurance qualité dans les universités, l'enseignement des langues en primaire...

2.4. Les partenariats scolaires à l'école primaire

Cette action est récente et a concerné 20 écoles dans chaque pays. Elle paraissait une gageure tant le niveau des élèves en langue étrangère est faible à ce niveau de la scolarité. Néanmoins il faut constater un grand enthousiasme des participants, élèves et professeurs : le fait d'avoir une situation de communication avec de « vrais étrangers », même brièvement, stimule beaucoup la **motivation des enfants** pour l'apprentissage d'une langue étrangère. En outre, le travail conjoint sur projet s'est avéré très enrichissant.

Deux modalités ont été expérimentées : le « **partenariat avec mobilité d'élèves** » dans l'action Ile de France / Londres et le « **partenariat avec visioconférences** » dans l'action Poitiers / Lincoln. Les deux formules ont leurs avantages et leurs inconvénients. Le voyage et la rencontre des correspondants séduisent beaucoup les enfants mais des difficultés d'organisation ont été rencontrées et les déplacements ne concernent jamais beaucoup d'enfants dans les écoles anglaises (pour des raisons de *risk assesment*). La visioconférence séduit également les enfants qui ont l'impression de « passer à la télé », mais elle a demandé énormément d'ajustements techniques et nécessite une préparation lourde par les enseignants à chaque séance.

Peut-être est-il encore trop tôt pour évaluer l'intérêt respectif de ces deux formules et faut-il continuer à pratiquer les deux.

Côté anglais, des défaillances ont été observées, dont deux n'ont pu être corrigées qu'en ayant recours à des écoles écossaises. Le **vivier d'écoles** anglaises prêtes à s'engager dans une telle démarche devrait absolument être élargi et stabilisé.

Côté français, le financement des actions a été difficile, à la fois compte tenu de la spécificité du régime juridique des écoles primaires, et des nouvelles procédures financières entre DESCO-rectorats-IA-écoles, liées à la mise en œuvre de la LOLF en 2005. L'efficacité des **procédures financières françaises** doit être impérativement améliorée.

2.5. Les partenariats scolaires dans l'enseignement secondaire général et professionnel

Cette action est récente et devait à l'origine concerner une quarantaine d'établissements en France et en Angleterre, tous issus de zones défavorisées (ZEP en France, *Inner City schools* en Angleterre). De nombreux établissements sont satisfaits de leur partenariat et signalent **de nombreux bienfaits** pour les élèves comme pour eux-mêmes. Ces succès doivent encourager la poursuite des expériences.

Néanmoins, **de très nombreuses défections** se sont produites dans l'enseignement secondaire. La moitié des établissements anglais choisis il y a deux ans s'est désistée. Les

partenariats professionnels posent en outre un problème spécifique et tous, sauf un, sont en difficulté.

Pour les Français, il n'y a pas eu de problème de fond quant à la nature du travail à accomplir, les établissements choisis par les DARIC étaient motivés, autant par l'objectif linguistique que par le travail sur projet, et ceux qui n'ont plus de partenaire anglais le regrettent. Les problèmes rencontrés ont plutôt été financiers. La première année, le financement a été obtenu via les établissements anglais, ce qui a été compliqué. La deuxième année, le circuit entre la DRIC, qui avait conservé le financement des opérations, la DESCO et les rectorats a généré des délais de paiement beaucoup trop importants.

Les procédures financières doivent être améliorées l'an prochain, année de mise en œuvre de la LOLF dans le second degré. Un regroupement de tous les crédits à destination des établissements scolaires à la DESCO serait de nature à faciliter ce travail. Ceci paraît cohérent avec la nouvelle fonction qu'assume désormais la DESCO, devenue « responsable de programmes » pour l'enseignement primaire et secondaire.

La mission préconise d'aller plus loin et suggère à la DESCO de **déléguer au CIEP la gestion** des quelque 60 partenariats scolaires. Ceci paraît cohérent avec le rôle d'opérateur national du ministère que le CIEP joue déjà, par exemple pour les jumelages *Language Schools*-Sections Européennes ou le programme des assistants de langue.

Côté anglais, plusieurs établissements ont connu un problème de motivation ou de compréhension du travail demandé et ont abandonné leur partenaire français, malgré l'organisation de séminaires de contact très utiles et l'appui du British Council. Beaucoup de ces établissements n'avaient pas l'habitude d'une ouverture internationale et avaient le plus souvent une motivation linguistique moindre que leurs homologues français.

Peut-être aussi l'absence d'encadrement de proximité comparable aux DARIC français et inspecteurs territoriaux y est-il pour quelque chose. En effet, le British Council ne joue pas du tout un rôle comparable aux services extérieurs français vis à vis des écoles anglaises. Il lui faudrait à l'avenir trouver les moyens d'**assurer un suivi de proximité plus efficace** des établissements anglais, un peu comme le *Specialist Schools Trust* a su le faire pour les *language schools*. L'organisation actuelle du British Council pourrait être améliorée en augmentant les ressources affectées à cette tâche et en s'appuyant davantage sur le British Council de Paris.

Les partenariats concernant les établissements à vocation professionnelle méritent une réflexion spécifique.

Ils avaient pour objectif d'organiser pendant trois semaines un stage professionnel dans des entreprises du pays partenaire. Mais il a été très difficile de faire vivre un partenariat entre des établissements de nature aussi différente que les lycées professionnels et les *further education colleges*. Les lycées professionnels scolarisent un tiers d'une classe d'âge après le collège ; les *further education colleges* sont de très gros établissements accueillant surtout des adultes en formation continue et quelques jeunes plus âgés que les lycéens français et ne vivant pas dans un cadre de vie scolaire. Les équipes éducatives françaises n'avaient donc pas vraiment

d'équivalents dans les établissements anglais. En outre les lycées professionnels choisis par les DARIC étaient plutôt de bons lycées avec des classes européennes alors que les établissements anglais du Grand Londres étaient des établissements socialement très marqués dont très peu de jeunes ont finalement pu faire le voyage en France, pour des raisons linguistiques ou familiales.

A l'avenir il est recommandé d'améliorer cette action, **en explorant peut-être deux voies distinctes.**

L'une serait la prolongation de l'expérience actuelle, avec un stage professionnel dans le pays partenaire, mais en accordant plus d'importance au choix de l'établissement partenaire anglais et à l'accompagnement des équipes éducatives proprement dites au sein des *further education colleges*.

L'autre serait nouvelle et consisterait à établir un partenariat plus classique, à vocation culturelle et linguistique, **entre des lycées professionnels et des *specialist schools* à dominante technologique ou artistique.** Il y aurait ainsi des équipes éducatives comparables en France et en Angleterre. En France cette action s'adresserait en priorité aux élèves de BEP, et servirait à mieux alimenter les classes européennes de baccalauréat professionnel.

2.6. La coopération de chefs d'établissement ou de cadres intermédiaires

Cette action a été conduite de façon assez embryonnaire, quoique prometteuse, sous la forme de visites croisées de chefs d'établissements et de directeurs d'écoles. Elle a été mise en oeuvre de façon trop limitée pour être vraiment évaluée, mais le **peu qui a été fait conduit la mission à recommander d'aller plus loin en ce domaine.**

La coopération au niveau des cadres intermédiaires gagnerait à devenir une composante plus importante des Accords du Touquet, compte tenu de leur effet démultiplicateur. Les moyens à utiliser sont nombreux : des formations communes, des visites de terrain, des échanges de vue entre pairs par le biais de visioconférences...

Les ressources en ligne peuvent être un élément important de même que les échanges de formateurs. La mobilité des chefs d'établissement est nécessairement très limitée en raison de leurs responsabilités. L'initiative du Café pédagogique, prise par le British Council de Paris, va dans le bon sens, de même que les visites de terrain organisées depuis deux ans ou le séminaire européen organisé à Poitiers par l'Ecole Supérieure de l'Education nationale.

L'Ecole Supérieure de l'Education nationale en France est prête à jouer un rôle en ce domaine, l'idée étant de faire vivre un réseau européen d'Ecoles de l'encadrement. La direction du *National College for School Leadership* vient de changer et les contacts avec l'ESEN doivent être renoués.

2.7. La « coopération décentralisée »

Cette action n'a pour ainsi dire pas été mise en œuvre. Les opérations Lincoln-Poitiers et Toulouse-Norfolk relèvent davantage des méthodes de travail centralisées en vigueur pour l'action Paris-Londres que d'une expérience de coopération entre autorités régionales. Un seul accord de coopération décentralisée s'inscrit dans le cadre des Accords du Touquet, celui signé entre le Kent et l'académie d'Aix-Marseille.

Des accords de coopération entre régions, souvent entre régions frontalières, existent déjà, avec l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne ou l'Angleterre. Les LEAs anglaises ont elles aussi une activité internationale. Il est vivement recommandé aux deux ministères d'encourager la déclinaison d'accords qui s'inspireraient des Accords du Touquet entre des académies et des régions anglaises.

Le principal contenu de ces accords serait la coopération au niveau des établissements scolaires. Mais les autres branches des Accords du Touquet pourraient également y figurer en cas d'accord des partenaires. Outre les fonds nationaux, il faudrait mobiliser des financements au niveau local, dans les différentes collectivités ou les organismes professionnels, financements qui d'ailleurs existent parfois déjà en ordre dispersé.

Il faudrait prendre appui sur les expériences qui existent déjà dans certaines académies françaises et certaines *Local Education Authorities* ou certains comtés anglais. La différence de nature entre ces différents partenaires, qui est d'ailleurs mal connue et mal comprise, est certainement un frein à la conclusion d'accords de coopération décentralisée. Les deux ministères joueraient un rôle utile en encourageant un petit **groupe de travail** à « déblayer le terrain » et à faire des propositions pour « apparier » quatre ou cinq acteurs locaux volontaires et les aider à mettre en place un processus de coopération décentralisé.

2.8. Le réseau Transmanche

La coopération entre universités a été réduite à une tentative de réseau dit Transmanche entre l'université du Kent et certaines universités du Nord de la France. Malgré de premiers travaux qui ont conduit à l'élaboration de six diplômes conjoints, la coopération dite Transmanche reste embryonnaire. Les universités du Nord représentent des dizaines de milliers d'étudiants et souhaiteraient en tout état de cause élargir le partenariat au delà de l'université du Kent. Le problème des droits d'inscription en Angleterre reste entier et ne peut aujourd'hui connaître de solutions au niveau local. Enfin la délivrance de « diplômes conjoints » obéit en France à certaines règles d'habilitation, pour pouvoir bénéficier de l'appellation de diplômes d'Etat. Ces règles, qui viennent d'être assouplies, ne sont pas suivies en l'espèce, pour des raisons que les experts n'ont pas eu le temps d'approfondir.

Il est recommandé de **revoir cette action**. Un thème de coopération concernant les universités serait peut-être souhaitable mais la mission ne s'est pas penchée sur cette question qui n'a pas été développée au-delà de la question du réseau Transmanche.

2.9. Autres activités

D'autres activités ont été conduites avec bonheur. La mission en cite deux, qui gagneraient à être reconduites : les **Conférences des jeunes**, très populaires, et le **Café pédagogique**, série de visioconférences permettant des échanges entre pédagogues anglais et français sur différents thèmes, également très appréciés. Cette initiative est conduite par le British Council de Paris, qui gagnerait sans doute à être associé de plus près à la mise en œuvre des Accords du Touquet.

3. Recommandations concernant le pilotage et la gestion

3.1. En France

La mission recommande **de clarifier le pilotage national**, dans lequel sont impliquées la direction des relations internationales, **la DRIC**, et les directions pédagogiques et gestionnaires de crédits, **la DESCO et la DES**.

Le rôle de la DRIC est de s'assurer de la mise en œuvre des actions prévues par les accords du Touquet, en étant membre du comité de pilotage. Mais dans le cadre d'un accord intergouvernemental dûment signé, les directions gestionnaires des programmes « enseignement scolaire » et « enseignement supérieur » doivent être pleinement responsables de la mise en œuvre concrète des actions décidées. Pour ce faire, elles doivent disposer des moyens nécessaires, qui sont **d'une part l'ensemble des crédits destinés aux établissements scolaires et universitaires « porteurs de projet », et d'autre part les crédits nécessaires à leur activité internationale propre.**

Il faut simplifier les procédures financières en regroupant à la DESCO et à la DES les crédits à destination du « terrain » et en dégageant la DRIC de toute responsabilité en la matière. Ceci paraît conforme au rôle nouveau de « responsables de programmes » confié à la DESCO et à la DES, dans le cadre de la LOLF.

En outre, les directions opérationnelles sur le plan pédagogique et financier, qui ont la responsabilité de la mise en œuvre des objectifs concrets de coopération internationale, doivent désormais disposer d'une capacité d'action propre sur le plan international, qui les dispense de la « gymnastique » actuellement nécessaire pour trouver un budget leur permettant de financer leurs déplacements, leurs traductions et leurs publications (pour le franco anglais, peut-être de l'ordre de 100.000 €).

La DRIC pourrait en revanche faciliter le financement d'actions de coopération à tonalité politique, comme par exemple le soutien aux recteurs qui cherchent à mettre en œuvre des actions de coopération franco-anglaise.

3.2. En Angleterre

L'expert français présente une recommandation principale : la **clarification des responsabilités entre le Department for Education and Skills (DfES) et le British Council de Londres.**

En tant qu'opérateur du ministère anglais pour la mise en œuvre des partenariats scolaires (actions 1, 2 et 6), le British Council, aux yeux des Français, aurait dû en priorité faire en sorte que ces partenariats fonctionnent vraiment. Or, en cas de difficulté dans un établissement anglais partenaire, l'assistance opérationnelle du British Council a rarement été perçue comme suffisamment efficace. De nombreux établissements français sont actuellement découragés par l'absence de solution aux problèmes.

En revanche, le British Council, à la demande du DFES, a beaucoup insisté pour mettre en place des actions nouvelles destinées à utiliser des crédits disponibles en fin d'année budgétaire. Les reliquats sur les actions de partenariat ont été assez importants car certaines actions n'ont pas été totalement mises en œuvre (par exemple les bourses pour enseignants et lycéens). La fin d'année budgétaire ayant lieu en mars en Angleterre, les Français se trouvent à cette époque de l'année dans la quasi-impossibilité de réorienter des crédits dont l'affectation vient pour eux d'être décidée. Cette difficulté est structurelle. Pour en diminuer l'impact, il faut à la fois s'efforcer de diminuer les reliquats et anticiper largement les réorientations budgétaires en s'assurant de leur faisabilité pour le partenaire français. Par exemple, l'annonce de nouvelles actions de partenariats dans cinq nouvelles académies, lors d'un séminaire organisé à la hâte en mars, alors que la France était dans l'impossibilité d'en garantir le financement, a plutôt nui à la crédibilité de l'action franco-anglaise.

Plus globalement, l'activité de communication du British Council, qui dispose de larges délégations de crédits, a contribué à accorder une importance disproportionnée aux actions de partenariats scolaires au sein de toutes celles relevant des Accords du Touquet.

Les résultats et les succès des Accords du Touquet devraient être davantage valorisés et diffusés pour en augmenter l'impact. La Desco et le *DfES* devraient élaborer une **stratégie globale de communication**. Un site internet dans chaque pays (présentation des actions, guide pratique, valorisation des résultats) permettrait d'améliorer la visibilité de la politique suivie.

3.3. Le comité de pilotage binational

La mission présente une recommandation découlant des deux recommandations précédentes : les responsabilités étant clarifiées dans chaque pays, elles pourront peut-être l'être au sein du comité de pilotage bi-national, qui a fonctionné jusqu'ici de manière moyennement satisfaisante. Trop de monde y participe, sans qu'une hiérarchie suffisante existe entre toutes les institutions représentées. L'activité du comité de mise en œuvre et du comité de pilotage se recouvrent très largement.

Le comité de pilotage binational doit assumer plus complètement son rôle stratégique et décisionnel. Le comité de pilotage devrait se réunir deux fois par an, faire le bilan des six mois écoulés et arrêter la programmation des activités à venir. L'établissement d'un budget prévisionnel devrait être l'une des activités majeures de ce comité. La budgétisation des actions doit être si possible pluriannuelle. Compte tenu des montants concernés, relativement faibles au regard des budgets des deux ministères, les aléas de la situation budgétaire dans chaque pays ne devraient pas être avancés comme un argument autorisant la remise en cause financière d'actions décidées en comité de pilotage.

Compte tenu du nombre et de la variété des actions à suivre, **un chargé de mission**, dans chacun des deux pays, devrait tenir le tableau de bord de l'ensemble des mesures constitutives des Accords du Touquet.

La replanification d'activités nouvelles par les opérateurs en cours d'année doit être autorisée à l'avance par le comité de pilotage où siègent les représentants des deux pays, et des solutions viables de financement et de mise en œuvre doivent être proposées pour chaque action. La règle d'un financement binational, même s'il n'est pas nécessairement paritaire, doit être adoptée pour chacune des actions envisagées.

Le comité de pilotage, enfin, doit être le lieu où, pour chacune des grandes actions de l'Accord (groupes d'experts, formation d'enseignants, partenariats scolaires, coopération décentralisée), les opérateurs rendent compte de l'avancement des dossiers.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. Mallet', with a large, sweeping flourish at the end.

Françoise MALLET

Annexes

Annexe 1 : Liste des personnes rencontrées

Annexe 2 : Liste des établissements scolaires visités

Annexe 3 : Liste des personnes ayant répondu aux questionnaires

Annexe 4 : Financements engagés en France pour la mise en œuvre des Accords du Touquet

Liste des personnes rencontrées

- **Direction de l'enseignement scolaire (DESCO)**
 - Patrick Gérard, directeur
 - Anne Dutertre, bureau des relations internationales
 - Patricia Janissin
 - Jean Pierre Deloche, sous-direction financière
- **Direction des relations internationales et de la coopération (DRIC)**
 - Daniel Vitry, directeur
 - Jean-Yves de Longueau, sous-direction affaires européennes
 - Jacques-Michel Lacroix
- **Direction de l'enseignement supérieur (DES)**
 - Isabelle Robin, bureau de la formation initiale des enseignants
 - Hubert Mercier
 - Daniel Brunet, bureau des établissements du nord et de l'est
- **Direction des affaires financières (DAF)**
 - Marie-Anne Lévêque, adjointe au directeur
- **Inspection générale de l'éducation nationale**
 - François Monnanteuil, doyen du groupe des langues
 - Geneviève Gaillard
 - Mireille Golaszewski
- **Centre international d'études pédagogiques (CIEP)**
 - Albert Prévost, directeur
 - Catherine Clément
- **École supérieure de l'éducation nationale (ESEN)**
 - Bernard Dizambourg, directeur
 - Michel Reverchon-Billot

- **Ambassade de France à Londres**
 - Olivier Chambard, conseiller culturel
 - Jean-Paul Martin
 - Edwige Girardin

- **Délégués académiques aux relations internationales et à la coopération (DARIC)**
 - Jean-Pierre Attal, Versailles
 - Michel Maximovitch, Créteil
 - Didier Juif, Paris
 - Anne Lewis-Loubignac, Paris
 - Michel Vaudel, Poitiers

- **Department for Education and skills (DfES)**
 - Peter Housden, Schools Director
 - Tom Gibb
 - Rachel Green
 - Judith Grant
 - Keith Andrews

- **British Council**
 - Judith Hemery
 - Vicky Gough
 - Dawn Long
 - Liz Sadorge

- **British Council Paris**
 - Paul De Quincey, directeur

- **Teacher Training Agency (TTA)**
 - Hugh Baldry
 - Peter Fairbrace

- **Specialist Schools Trust (SST)**
 - Sue Balmer
 - Kathy Wicksteed

- **Ambassade Britannique à Paris**
 - Hélène Penant
 - Ruth Bartlett

- **Rencontre au DfES de représentants des trois groupes d’experts**
 - Celia Johnson, Paul McLeod : enseignement professionnel
 - Chris Gittins, Graham Robb, Moira Healy : prévention des risques
 - Wendy Pemberton, Yasmine Dlia : illettrisme

- **Rencontre au DfES de représentants d’établissements scolaires**
 - John Riley, University of Kent
 - Joyce Amato, Peter King : Further Education Colleges
 - Catherine Géhin, Valerie Harrison, Sue Hussey, Iclal Lawrence, Rosie Marshall, Hélène Parker, Pascale Schlecht, Liz Wilbard : écoles et établissements secondaires

- **Personnes rencontrées au Café Education**
 - Patricia Top, IEN Lille
 - Michel Fouassier, IUFM Orléans-Tours
 - Jacques Marchal, IEN Lorraine

Liste des établissements scolaires visités

- **Académie de Poitiers**

- Établissement régional d'enseignement adapté Anne Franck (EREA)**

- M. Perrier, directeur
 - Mme Ollivier, professeur
 - Mme Stehle, éducatrice

- École primaire Claire Fontaine à La Roche-Posay**

- Mme Geneix, directrice
 - M.Teyssieras, professeur

- **Académie de Versailles**

- Lycée Camille Claudel à Mantes-la-Ville**

- M. Montet, proviseur
 - M. Lalanne, comptable
 - Mme Ferry, professeur

- École Paul Bert à Malakoff**

- Mme Lamaison, professeur

Liste des personnes ayant répondu aux questionnaires

- **Jumelages Language colleges – Sections européennes**

- Bevington Primary School
- Cité Ferdinand Fabre : Corinne Buijten
- Collège Denecourt : Marie-Christine Delsinne
- Collège Jean Monnet : Patricia Lorenzo
- Collège Jean Moulin : Mme Durand (04/05)
- Collège Léonard Lenoir à Bordeaux : Anne-Pascale Lemay
- lycée Elisa Lemonnier
- Lycée Flora Tristan
- Lycée François Magendie à Bordeaux : Alain Vaujany
- Lycée Henri-Bergson : Olivier Minne
- Lycée Jean Baptiste Delambre : Catherine Agricola
- Lycée Jean Macé : Florence Le Tinnier
- Lycée Sainte-Thérèse : Renard Véronique
- Modern Foreign Languages Department : Andy Lennon
- Verulam School
- Waingels College : Katie Lee
- Woolton School Language College : Karine Deviot

- **Formation croisée des maîtres de l'enseignement primaire**

- IUFM, Académie de Lyon : Anne-Marie Dinvaut
- IUFM Champagne Ardenne : Chantal Millet et Jean-Marc Albertus
- IUFM d'Aquitaine : Joël Briand
- IUFM d'Auvergne : Judith Barnoin
- IUFM de Franche-Comté : Alice Mettetal
- IUFM de Grenoble : Christiane Collin
- IUFM de l'académie d'Amiens : Nicole Derivery
- IUFM de Lorraine : Patricia Bertaux
- IUFM de Montpellier : Patricia Monjo
- IUFM de Poitou-Charentes : Patrick Mardelle
- IUFM Orléans-Tours : Jean Pierre Bourgeois (D.A. 1^{er} degré) et Michel Fouassier

- Bradford College : Anita Rowell
- College of St Mark & St John : Dr Paul Foster
- Education Deanery, Liverpool Hope University : J. Rowe
- Postgraduate Initial Teacher Education and Primary Education :
Dr Patricia Driscoll
- Primary PGCE (Postgraduate Certificate in Education) : Mary Ffield
- School of Education and Training, University of Greenwich : Elizabeth Freedman

- **Partenariats Paris-Londres**

- Collège Valmy : Eve Havas
- Collège François Mitterrand : Monsieur Duprat
- EREA Anne Frank : M. Perrier
- Johanna Primary School
- Lycée de l'Hautil : Francoise Molas
- Lycée Francisque Sarvey : Catherine Villain
- Lycée l'Oiselet : Katy Duperrier
- Lycée Lucas de Nehou : S. Carot
- Lycée Polyvalent Etienne Jules Marey : Suzanne Mc Grath
- Tollgate Primary School : Iclal Lawrence

Financements engagés pour la mise en œuvre des Accords du Touquet
Version du 25/05/05

Activités	Actions en 2004	Actions en 2005	Financements France
Partenariats scolaires (écoles primaires, collèges, lycées et lycées professionnels) + visites préparatoires Paris - Londres Poitiers – Lincoln Toulouse – Norfolk	2 x 30 2 x 10 2 x 5	2 x 17 2 x 8	152.200 € en 2004 107.000 € en 2005
Jumelages Language schools – Sections européennes	2 x 84	2 x 84	22.000 € par an
Formation croisée des maîtres du premier degré	2 x 400 stagiaires	2 x 400 stagiaires	268.000 € par an
Groupes d'experts	3 groupes plus un	Séminaire de Lille	53.500 € en 2004 57.250 € en 2005
Conférences des jeunes	70 jeunes	85 jeunes	2.793 € en 2004 9.700 € en 2005
Coopération des chefs d'établissements	2 visites	2 visites	
Bourses pour professeurs et lycéens	8 professeurs et 16 lycéens	?	
Réseau Transmanche	en attente	en attente	
Coopération décentralisée	Peu significative ou mal connue	Peu significative ou mal connue	
Formation continue des professeurs de langue	Pas mise en oeuvre	Pas mise en oeuvre	
Attractivité du programme assistants de langue	Sessions de formation	Sessions de formation	
Soutien des ambassades			25.000 € en 2004 20.000 € en 2005
TOTAL			523.500 € en 2004 484.000 € en 2005 + un poste du MAE au British Council

Traduction anglaise du rapport

**THE IMPLEMENTATION
OF THE LE TOUQUET
AGREEMENT**

*report To the Minister of National Education,
Higher Education and Research*

*To the Minister for Higher Education and
Research*

N° 2005-065

July 2005

LIST OF ADDRESSEES

MONSIEUR LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE,
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

CABINET

- M. GERARD
- M. THOMAS
- M. NEMBRINI
- M. DECOSTER

MONSIEUR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

PROPOSED DISTRIBUTION LIST

- Monsieur le Doyen de l'Inspection générale de l'Education nationale
- Monsieur le directeur de l'enseignement supérieur
- Monsieur le directeur de l'enseignement scolaire
- Monsieur le directeur de la technologie
- Monsieur le directeur des personnels enseignants
- Monsieur le directeur de l'encadrement
- Monsieur le directeur des affaires financières
- Monsieur le directeur des relations internationales et de la coopération
- Monsieur le recteur de l'académie de Paris, Créteil, Versailles, Poitiers, Toulouse
- Directeur du CIEP
- Directeur de l'ESEN
- Directeur de la CDIUFM
- Ambassadeur de France au Royaume-Uni

**FRENCH MINISTRY OF NATIONAL EDUCATION,
HIGHER EDUCATION AND RESEARCH**

The General Inspectorate for the administration of National Education,
Higher Education and Research in France

THE IMPLEMENTATION OF THE LE TOUQUET AGREEMENT

Translation of an original text by Françoise Mallet

JULY 2005

Françoise MALLET

CONTENTS

Executive summary : 11 principle recommendations.....	1
1. Introduction	3
1.1. Distinction between National Impact and Local Impact.....	3
1.2. Maintenance of the Principle of an Extended Agreement	4
2. Main recommendations for the separate actions	5
2.1. Exchange of Trainee Primary School Teachers.....	5
2.2. Twinnings / Partnerships between <i>Sections Européennes</i> and Language Colleges	5
2.3. Bilateral Groups of Experts or Policy seminars	6
2.4. Primary School Partnerships.....	6
2.5. Secondary School Partnerships and Vocational Exchanges	7
2.6. Cooperation between Headteachers and Middle Ranking Officials.....	9
2.7. Decentralised Cooperation.....	9
2.8. The Transmanche University Network.....	10
2.9. Other activities	10
3. Recommendations on steering, management and budget	11
3.1. In France.....	11
3.2. In England	11
3.3. The Bilateral Steering Committee.....	12

Executive summary : 11 principle recommendations

- 1) **Maintain the extensive nature of the Le Touquet Agreement**, which reflects the richness of cooperation between the two countries, but simplify the structure of the Agreement by regrouping the actions into four sections.
- 2) **Maintain the action focusing on the “exchange” of trainee primary school teachers**, which yields immense benefits for the trainee teachers and which can be said to be an exemplary action. If possible, extend the opportunities to teach abroad for a couple of weeks to secondary school teachers (run by TTA / *IUFM* – 400 trainee teachers per country a year).
- 3) **Maintain the “electronic twinning” between French *Sections Européennes* and English Language Colleges**, which are greatly beneficial to the schools involved. Expand the partnerships to include other types of Specialist Schools (run by SST / *CIEP* – 80 schools per country).
- 4) **Maintain the bilateral “groups of experts” (policy seminars)**, which contribute to a growing understanding of the education system of the partner country and which help facilitate the other cooperation activities. Renew the themes of such working groups every two years to focus on new topics : e.g. teachers’ careers, international strategies in schools, university quality assurance (run by DfES / *DESCO* – 3 groups).
- 5) **Maintain the “partnerships” between primary schools** along the lines of the two formulas which have already been tried out (with videoconferencing, and with mobility of pupils). In France, improve the procedures for funding schools. In England, improve the follow-up on the schools involved (run by British Council / *Daric* – 20 schools per country).
- 6) **Maintain and improve the secondary schools partnerships**. In France, improve the procedures for funding schools. In England, improve the follow-up on the schools involved (run by British Council / *Daric* – 20 schools per country).
- 7) **Rethink the partnerships between vocational schools**. Two possibilities can be put forward : either maintain the organisation of placements in the partner country and improve the matching between the French vocational secondary schools (*Lycées Professionnels*) and the Further Education Colleges concerned ; or try out another type of partnership, with a cultural and linguistic focus, between *Lycées Professionnels* in France and Specialist Schools with a technological focus in England (run by British Council and maybe later on SST / *Daric* – 10 schools per country).

- 8) **Give more importance to the training of head teachers** and of middle ranking officials (run by *ESEN* / *NCSL*).
- 9) **Implement the actions in the field of « decentralised cooperation »** proposed in the Le Touquet Agreement. Only regional cooperation agreements between *Rectorats* and LEAs are likely to have a real impact on school partnerships. Put in place a working group to come up with proposals.
- 10) **Rethink the action in the field of higher education** and the Transmanche University Network.
- 11) **Improve the way the management and the follow-up of the agreement work.**
 - In France, clarify the financial responsibilities of the DRIC, the DESCO and the DES ; identify a budget for international activities within the two directorates concerned ; look into the possibility of moving the management of the school partnerships from the DESCO to the CIEP.
 - In England, improve the follow-up of the partnerships by the British Council. Possibly involve the British Council Paris more in the implementation of the agreement.
 - Nominate in each country a person in charge of keeping a full overview of all the actions set up under the framework of the Le Touquet Agreement.
 - The bilateral Steering Committee must meet its strategic and decision-making role more fully. The planning of the actions and their financing has to be decided based on common agreement within the Steering Committee.

1. Introduction

A Memorandum of Understanding on Educational Cooperation was signed between France and England in February 2003 at Le Touquet. Anticipating the centenary celebrations of the Entente Cordiale, the Agreement established and strengthened various actions of cooperation in education between the two countries for the period 2003-2006.

The Agreement is comprised of seven articles : « exchanges and school partnerships ; cooperation in vocational and technological training ; networks in higher education ; teacher training and development of the teaching of languages ; exchanges and cooperation on topics of mutual interest related to education policies ; action in favour of decentralised cooperation ; information and communication technology ».

An evaluation of the Le Touquet Agreement was envisaged by the Steering committee before the end of the 2003-2006 period in order to aid the two countries' consideration of how to move ahead with the agreement beyond 2006 : continuation, cancellation or modification. It is within this context that the present work has been carried out by Françoise Mallet, General Inspector of the administration of National Education, Higher Education and Research in France and Yves Beernaert, Belgian expert on behalf of the English Ministry. The present report to the French minister, written by Françoise Mallet, is available in French and English. Regarding England, the review takes into account the elements which were made available to the French expert and on the whole the recommendations in this review apply to both countries.

It must first be stressed that as a whole the objectives of the Le Touquet Agreement have been reached : the actions set up have generated a greater dynamism in cooperation and exchanges of pupils, teachers, heads, administrators and decision-makers of the two countries. All those who have benefited directly from the different actions have expressed their enthusiasm about what has been achieved.

1.1. Distinction between National Impact and Local Impact

Some of the actions had a truly national impact, for example the policy seminars or the cooperation between the institutions in charge of pre-service training (the *IUFM* / the Teacher Training Agency). Other actions focused on school partnerships or on individual mobility only had a local impact and reached a small percentage of the target group (e.g. 20 French primary schools out of the 53,000 that exist).

Even if all the actions implemented have had a positive effect, one has to make a clearer distinction between what falls under the responsibility of the educational cooperation between the two Governments and what falls under the responsibility of the international strategies of the schools themselves. The two Ministries concerned have to ask themselves what they should directly control and what could better be led at the regional level, with their assistance.

The bilateral groups of experts, the cooperation about leadership training and the exchange of trainee primary school teachers are clearly a group of actions which are at the core of the educational cooperation between the two Governments and should continue to be steered nationally. On the other hand, it would be better if the school partnerships (from primary schools to vocational schools) could be organised in a decentralised way so as to have more schools involved and to enable a critical mass to be reached.

This is what was referred to in the Le Touquet Agreement as « decentralised cooperation ». It has been implemented only to a limited extent and should be given a new impulse. Embedding school partnerships within decentralised or regional cooperation could also contribute to enhance the sustainability of the projects.

1.2. Maintenance of the Principle of an Extended Agreement

The structure of the Le Touquet Agreement is complex. It is comprised of seven main actions, and Action 1 and Action 5 are further sub-divided into more sub-actions. Furthermore, these actions are implemented by distinct bodies which follow their own particular logics (in France, the *CIEP* or *le Centre International d'Etudes Pédagogiques*, the conference of Heads of the *IUFM*, the *ESEN*, *Ecole Supérieure de l'Education Nationale* ; and in England the Teacher Training Agency, the Specialist Schools Trust and the British Council).

This complexity has certainly had a negative impact on the overall legibility of the Le Touquet Agreement, and also on the clarity of the follow-up and the financing of the activities.

It is, therefore, proposed to regroup the actions into four sections in order to enhance the clarity :

- bi-national groups of experts ;
- training of teachers and heads ;
- school partnerships ;
- decentralised cooperation.

But this complexity is also a reflection of the richness of the Le Touquet Agreement, and the present review does not recommend simplifying the contents. All the actions merit continuation, and even further development, except for action 4, the Transmanche University network, which has to be thoroughly reappraised. It is particularly interesting that all major levels of the educational systems have been involved : the central decision-makers, those in charge of the *Académies (Recteurs)* and the LEA's, experts, teachers, heads of schools and pupils. This is definitely **one of the characteristic features** and one of the strengths of the Le Touquet Agreement. Such an extended agreement has not been signed with any other country, though many other bilateral agreements exist.

Such a multi-dimensional cooperation will prove in the long term to be a guarantee for the effective implementation of the objectives agreed upon. But the two countries must agree on a way to master this complex situation, first at national level, and then at bilateral level.

2. Main recommendations for the separate actions

The actions are presented according to the depth of their implementation, rather than in the order in which they appear in the Le Touquet Agreement.

2.1. Exchange of Trainee Primary School Teachers

This action has existed for several years and has continued to develop and evolve in structure to the satisfaction of all those involved. Initially limited to the exchange of limited numbers of trainee primary school teachers in a few *IUFM* and a few English universities, this innovative idea has now spread to all *IUFM* in France. **The benefits of the action are considerable for the 400 trainees involved** from each of the two countries, not only as far as languages are concerned but also for the development of professional competencies and skills.

This action has led to the joint development of a **common reference framework** for the competencies and skills of primary school teachers. The validation of the placements carried out abroad, which is an integrated part of the initial training of these future teachers, will be carried out by the teacher trainers-examiners from the other country from the start of the next academic year.

All of this would have been thought impossible just a few years ago, when it was the differences between the two teacher training and accreditation systems that was most noticeable! It is important to stress the exemplary work carried out by all the parties concerned : in England the Teacher Training Agency and the DfES, in France the *IUFM*, the *Inspection Générale* and the *Direction de l'Enseignement Supérieur*.

The review can only recommend the further development of this action and its extension to more trainee teachers, which will of course require extra funding.

The extension to secondary school teachers would evidently be desirable. The practical implications of this would need to be studied carefully as the initial training of secondary school teachers does not have comparable training cycles to that of primary teacher training.

Another possibility would be to consider secondary school teachers (not only language teachers) working in the partner country for a couple of weeks.

2.2. Twinning / Partnerships between *Sections Européennes* and Language Colleges

This action has existed for several years. The twinning is mainly electronic and the cost of this action is minimal. There is no financial support for the mobility of the pupils.

The start-up phase was characterised both by successful partnerships and drop-outs, but the situation today can be said to be healthy and **very fruitful for the 80 schools that are involved**. The management of the partnerships is the responsibility of the *CIEP* in France (with the support of the *IGEN*) and of the Specialist Schools Trust in England.

The quality of the monitoring of the schools carried out in the two countries must be noted.

Taking into account the demand in France, where there are many schools with *Sections Européennes*, it is proposed to **enlarge the partnerships to other types of Specialist Schools** in England than Language Colleges. The Specialist Schools Trust shares this opinion, and has already started up a few partnerships involving other Specialist Schools this year.

2.3. Bilateral Groups of Experts or Policy seminars

This action is unique in its present form. Even if exchanges of experts and study visits have existed for a long time between the two countries, it is only thanks to the Le Touquet Agreement that it has been possible to set up official bilateral working groups that meet with such regularity. The budgets linked to the activities of these working groups are not negligible as travel, accommodation, translation and publications have to be paid for (e.g. the excellent brochure “France and England: an Exchange of Views”).

The impact of these groups is very important, even if it is difficult to measure this impact in numbers and the effect will only be felt after several years. **This work definitely leads to progressively better understanding of the education system of the partner country** by the « decision-makers » and « practitioners ». In-depth learning about the specific characteristics of the partner’s education system (e.g. concerning the management of schools or the career of the teachers) is indispensable for successful cooperation.

The two countries have similar education policy concerns, particularly the shared concerns of ensuring better social cohesion via the school system and delivering genuine quality of public service in education. Moreover, beyond the differences between the education systems and the political discourse which tends to stress that the systems are much more different than they are in reality, visits on the ground and the joint work being carried out show very clearly that there is room for genuine cooperation between the two systems.

Therefore, it is strongly recommended to **continue with the exchanges of experts** on topics of national importance, but to **look regularly at new themes**. A life-span of two years should be sufficient for such bilateral expert groups. The following themes are suggested for the future : teachers’ careers, international strategies for schools, bi-certification, quality assurance in universities, primary language teaching, etc.

2.4. Primary School Partnerships

This action is new and covers 20 schools in each country. These partnerships can be challenging as the level of foreign language knowledge is so weak at this stage of education. However, participating teachers and pupils are found to be very enthusiastic : the **motivation of the children to learn a foreign language** is strongly stimulated by the fact that they have the opportunity to communicate, albeit sometimes very briefly, with ‘true foreigners’. Besides, bilateral joint curriculum projects were interesting and fruitful.

Two types of partnerships have been tried out : « **partnerships with pupil mobility** » between Ile-de-France and London and « **partnerships using videoconferencing** » between Poitiers and Lincolnshire. Each of those forms has advantages and disadvantages. Travelling and meeting their partners appeals strongly to the children, but it can be difficult to organise the trips and the number of pupils involved in the mobility on the English side is limited (because of “risk assessment” reasons). Videoconferencing also appeals to youngsters who have the impression that they are « on TV » but there are important technical requirements to meet and a large amount of preparation for the teachers involved for each videoconference session.

Maybe it is too early to evaluate the respective merits of the two forms of cooperation and it is necessary to continue and have more experience of both.

On the English side some difficulties occurred and replacement partners for two schools could only be found by recourse to Scottish schools. It would certainly be helpful to motivate and support a pool of English schools willing to be involved in joint work projects with French partners.

On the French side, funding the actions has been difficult. This was due partly to the fact that French primary schools have a special juridical regime, and partly to the fact that new financial procedures have been introduced between the *DESCO*, the *Rectorats*, the *IA* and the schools as a consequence of the implementation of the *Lolf* in 2005. It is imperative that the **French financial procedures** are improved.

2.5. Secondary School Partnerships and Vocational Exchanges

This action is recent and was intended to involve some forty schools in England and France, all of them from disadvantaged backgrounds (Inner city schools in England and EAZ schools in France). Many schools are happy with their partnership and mention numerous benefits for the pupils and for themselves. This success is encouraging for the future of such initiatives and projects.

However, **many secondary schools have withdrawn from their partnerships**. Half the English schools selected in the first year dropped out. Furthermore, the vocational partnerships have a particular problem and all but one have had difficulties.

Most French schools were motivated by the joint curriculum projects and the linguistic incentive and those schools that no longer have an English partner hope to find a new one. The problems met in France were very much about financial support. The first year the financial support was made available via the English schools via the Lefevre Trust administered by the British Council. In the second year, a circuitous coordination of decisions between *DRIC*, *DESCO* and the *Rectorats* has generated significant delays in the transfer of the funds to the schools.

The financial procedures definitely have to be made more efficient next year when *Lolf* is implemented at secondary school level. This could be facilitated if all the funding for schools could be made available through *DESCO*. This seems to be coherent with the new role of *DESCO* as the “programme manager” for primary and secondary schools.

The review recommends going a step further, and proposes that **the management of the 60 school partnerships be delegated to CIEP**. This seems to be coherent with the national agency role which *CIEP* already does for the French ministry of education, e.g. with the partnerships between *Sections Européennes* and language Colleges or the language assistants programme.

In England many schools have had problems with motivation and understanding the nature of the work to be carried out within the partnership. Even if they were helped through contact seminars and desktop monitoring organised by the British Council, several dropped out of the programme. Many English schools were new to international work and were generally perceived to be less motivated to learn languages than the French ones.

Another possible reason for the drop outs could be the absence of support structures comparable to the *DARIC* and local inspectors, both of whom keep in close contact with schools in France. The British Council should **ensure a more efficient and closer follow-up of the English schools**. The present organisation of British Council support for the English schools could be improved with more staff time dedicated to this work and a reallocation of resources between British Council London and British Council Paris to where they can best support the schools.

The partnerships involving vocational schools require particular reflection.

Their aim was to deliver three week vocational training placements in companies in the partner country. It has, however, been difficult to bring to life a true partnership between schools of such a different nature as the *Lycées Professionnels* and the Further Education Colleges.

The *Lycées Professionnels* are where one third of all French youngsters continue their secondary education after French 'collège' ; whereas the Further Education Colleges are large institutions which have mainly adult students on further training courses and some young people who do not study in a traditional school environment. Therefore, the French heads and their staff did not really have equivalents in the English institutions. Moreover, the *Lycées Professionnels*, which were chosen by the *DARIC*, were fairly good *Lycées Professionnels* with *Européennes classes*, whereas the English institutions from the Greater London area were very disadvantaged institutions from which very few students could eventually travel to France, due to family or linguistic reasons.

It is recommended to improve this action in the future by **exploring two different possibilities**.

One possibility would be to continue developing partnerships like the present ones, focusing on placements in companies, but to give more attention to the choice of the English partner institution and to the follow-up and support of staff within those Further Education Colleges.

The other possibility would be new and would establish partnerships of a more traditional nature, with a cultural and linguistic focus, between ***Lycées Professionnels* and Specialist Schools with a technological or artistic focus**. There would thus be comparable educational teams involved in France and in England. In France, this action could involve priority *BEP* students. It would prepare them to move on to the *Sections Européennes* of the *Baccalauréat Professionnel*.

Teacher and Student fellowships are mobility grants for a period ranging up to two weeks to enable sixth form English students and English teachers to do some project work in a French school in relation to either their A' Level or their professional development. The take-up on fellowships was low. The low number of applicants for teacher fellowships seems to indicate that this particular part of the programme does not provide professional development in a format that meets current demand from English teachers. This action should be reappraised.

2.6. Cooperation between Headteachers and Middle Ranking Officials

Although this action has been implemented only in an embryonic way, **promising** reciprocal study visits have been set up between heads of schools. It has been implemented in too limited an extent to make a full evaluation, but the few activities which have been set up lead the experts to recommend that more initiatives of a similar nature should be set up in the future.

It would be good if cooperation between middle ranking officials (e.g. heads, LEAs) could become a more important element of the Le Touquet Agreement, on account of their **multiplier effect**. The means of exchange which can be used are numerous : joint in-service training sessions, study-visits, exchanges between peers using videoconferencing etc.

On-line resources and exchanges of teacher trainers will be important methods, bearing in mind that the mobility of heads of schools will be limited due to the kind of responsibilities they have. The *Café Education* initiative delivered by the British Council Paris, the study-visits which have taken place over the last two years, and the European seminar organised by the *ESEN* in Poitiers are definitely steps in the right direction.

The *Ecole Supérieure de l'Education Nationale (ESEN)* in France is ready to play a role in this, with the idea of creating a European network of Leadership training colleges. A new head of the National College for School leadership in England has just been appointed and contacts with the *ESEN* will need to be renewed.

2.7. Decentralised Cooperation

This action has only been implemented to a very limited extent. The actions concerning Lincolnshire-Poitiers and Toulouse-Norfolk can be seen more as extensions of the London-Paris centralised decision-making process, rather than as concrete experiences between decentralised authorities. Only one decentralised agreement has been reached under the auspices of the Le Touquet agreement, which is between the county of Kent and the *académie* of Aix-Marseille.

Regional agreements of various forms and contents already exist between French *academies* and regions in Spain, Germany, Italy or England... English LEAs are already working internationally as well. It is strongly recommended to the two Ministries to encourage **more** French *academies* and English LEAs to conclude agreements inspired by the Le Touquet Agreement.

The principal content of such agreements would be cooperation between schools. However, the other actions of the Le Touquet Agreement could also be integrated into such agreements as long as the partners agree. Beyond the national funds, funding should also be made available at local level from the different authorities or professional organisations.

To do this it would be useful to build on the experiences of partnerships that already exist between some French *academies* and English Local Education Authorities or counties. The difference in nature between a French *academie* and an English LEA is not always fully understood and is certainly a brake to decentralised cooperation agreements. The two Ministries could play a useful role by encouraging the **creation of a small working group** to look into the issue and to come up with proposals to link four or five local authorities, on a voluntary basis, and to help them put in place a process of decentralised cooperation.

2.8. The Transmanche University Network

Cooperation between universities has been limited to trying to set up the Transmanche University Network between the University of Kent and certain universities of the North of France. Notwithstanding the work carried out to develop and implement six joint degrees, the Transmanche cooperation is still in an embryonic state. The universities of the north of France represent tens of thousands of students and definitely wish to extend the partnership beyond the University of Kent. The problem of the enrolment fee in England is paramount and cannot be resolved at the local level of cooperation. Finally, the delivery of « joint degrees » has to obey certain rules of accreditation (*habilitation*) in France, so as to be able to be recognised as State degrees or diplomas. These rules, which have just been made more flexible, are not met in this instance for reasons that the experts have not had the time to look into.

It is recommended to **rethink and reconsider the viability of this action**. A theme of cooperation between universities may be desirable, but the Review did not look into detail in this matter as no activity has taken place beyond the Transmanche.

2.9. Other activities

Other activities have been set up with extremely positive effects. The review gives particular mention to two of them : the **Youth Conferences**, which were very popular, and **Café Education**, a series of videoconferences between French and British education professionals on mutual themes of interest, which were extremely interesting and fruitful. The latter initiative is conducted by the British Council Paris, who should probably be more involved in the implementation of the Le Touquet Agreement.

3. Recommendations on steering, management and budget

3.1. In France

It is recommended to **clarify the steering of the agreement** at national level between the Directorate in charge of international affairs, the *DRIC* and of the Directorates in charge of schools and universities, the *DESCO* and the *DES*.

Once the Le Touquet Agreement has been negotiated and signed by the Ministers, the role of the *DRIC* should be to ensure the implementation of the actions defined in the agreements. But the *DESCO* and the *DES* should be fully in charge of the concrete implementation of the actions decided upon. This fits with the new role which is attributed to them in the framework of the *Lolf*.

To be able to do this, the Directorates should have the necessary means at their disposal. On the one hand, this includes **all the funds for schools and universities** that are project coordinators and, on the other hand, the **funds necessary for their own international activity**.

More and more clear concrete objectives of international cooperation are being defined. It is necessary that the operational Directorates (dealing with pedagogy and with finances) have the capacity to develop actions at international level. All sorts of balancing acts to find the funds for travel and accommodation, publications and translation can thus be avoided.

3.2. In England

The French expert presents one main recommendation: the clarification of the responsibilities between the Department for Education and Skills (DfES) and the British Council in London.

The view of the French is that the British Council, as the organisation commissioned by the English Ministry to support the implementation of the school partnerships should have prioritised making sure the partnerships functioned well. The operational support of the British Council has not been perceived as sufficiently efficient when English partner schools ran into difficulties. Numbers of French schools are presently discouraged by the fact that their problems have not been resolved.

On the other hand, the British Council, on behalf of the DfES, has often implemented new actions with the budget available towards the end of the English financial year. This was partly due to activities that were not achieving their projected targets, thus freeing up funds to be used elsewhere (for instance, student and teacher fellowships.) Since the end of the English financial year is at the end of March, it has been nearly impossible for the French to reorient funds of which the use had been decided upon in January – February. This difficulty will continue to exist. To reduce its impact, one must try to reduce the amount of remaining funds and to make sure that it is feasible for the French partner to deliver. For example, the launch of new partnership activities in five new Academies, during a contact seminar organised

hastily in March, at a time when it was impossible for the French to guarantee funding, was quite harmful to the credibility of the Anglo-French action.

In general, the communications activity of the British Council, which has at its disposal large delegated budgets, has resulted in disproportionate importance being given to the school partnership actions within all the actions of the Le Touquet Agreement. The DfES and the Desco should jointly work on **a global communication strategy** in order to improve dissemination. One website in each country (with all the information, clear guidelines and a promotional brochure) would contribute to the creation of a more coherent and concrete communication policy.

3.3. The Bilateral Steering Committee

A final recommendation is linked to the two previous ones. When the responsibilities are clarified within each of the two countries, they can also perhaps be clarified within the bilateral Steering Committee, which has so far been moderately satisfactory. Too many people are involved and there is no clear hierarchy between the institutions represented. The activities of the Steering Committee and of the Implementation Committee are largely overlapping one another.

The bilateral Steering Committee has to carry out more fully its strategic and decision-making role. The Steering Committee should meet twice a year, make an assessment of the six passed months, and decide on the activities to be implemented towards the future. One of the key roles of this committee should be to see that a provisional budget is defined and agreed upon. A multi-year budget should perhaps be made available for these actions. Bearing in mind that the amounts concerned are relatively modest compared to the budgets of the two Ministries, the hazards of the budget situation of each country should not be used as arguments to call into question the finances authorised for the actions decided by the Steering Committee.

As there are a lot of actions to supervise, it is suggested that a representative (*un chargé de mission*) be appointed in each of the two countries, whose task it will be to track and regularly update on all activities and actions implemented within the framework of the Le Touquet Agreement.

The planning of new activities by the bodies in charge of implementation during the course of the year should be approved in advance by the Steering Committee, where the representatives from both countries sit. Viable solutions concerning the financing and implementation of each of the actions have to be proposed. The rule of bilateral funding has to be adopted for each of the actions, even if this is not done on a fully equal basis.

Finally the Steering Committee should be the group to which the operating or implementing bodies for each of the main actions report on the progress made in implementation.